

Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/article3136.html>

L'actualité des médias n°69 (du 12 mars au 10 mai 2009)

- A suivre - L'actualité des médias - De janvier à décembre 2009 -



Date de mise en ligne : lundi 11 mai 2009

Description :

Sous l'égide de Sarkozy - Presse écrite : menaces sur les RTT - Radios privées : petit lobby pour grosses concentrations - Télévisions : la chasse aux euros - etc.

Acrimed | Action Critique Médias

Sous l'égide de Sarkozy - Presse écrite : menaces sur les RTT - Radios privées : petit lobby pour grosses concentrations - Télévisions : la chasse aux euros - etc.

* Préambule : sous l'égide de Sarkozy

- **Etats généraux de la presse : Oh les belles commissions !** Nicolas Sarkozy a mis en place un « conseil des "sages" chargé de rédiger un code de déontologie pour les journalistes ». (*Le Monde*, 7 mai). A noter également la création d'une commission « médias et diversité » par le Ministre (de la diversité, donc) Yazid Sabeg « avec la charge d'énoncer, dans les trois mois, un certain nombre de recommandations pour "rendre la diversité plus visible dans les médias" » et remettra son rapport à Nicolas Sarkozy qui veut « élargir le vivier des jeunes journalistes ». Le même Nicolas Sarkozy qui aurait déclaré : « Les journalistes, ce sont des nullards, il faut leur cracher à la gueule, il faut leur marcher dessus, les écraser. Ce sont des bandits. Et encore, les bandits eux, ont une morale. » (*Le Canard Enchaîné*, 18 mars). S'ils sont jeunes et déontologiques, divers et bien élevés, les occasions vont lui manquer de « leur cracher à la gueule »...

- **Etats généraux de la presse : satisfecit de l'Elysée.** Selon *Le Monde* du 7 mai : « L'Etat estime avoir fait son travail » et s'apprête « à verser 80 millions d'euros au titre de l'aide au portage et à aider les marchands de journaux par des baisses de charges pour un montant de 60 millions. ». Il manifeste la même satisfaction d'avoir fait adopter dans la loi Hadopi, le statut d'éditeur de presse en ligne. Sur le sujet de la Loi Hadopi (téléchargement illégal et la riposte graduée, droits d'auteur) lire notre rubrique acrimed.org/rubrique439.html et [L'Afp lancée dans le business](#).

I. Presse écrite

1. Presse quotidienne

- **Rothschild surveille un peu plus Libération** . Edouard de Rothschild est devenu président du conseil de surveillance de *Libération* (dont il détient 38,8% du capital), et, dit-il, « se tient aux côtés de l'équipe pour poursuivre le redressement du journal et mettre en oeuvre la plan stratégique proposé par sa direction ». (*Newsletter de CB News*, 17 mars).

- **Pour s'endetter, Le Monde** hypothèque *Télérama* . Afin de recourir à « un prêt de 25 millions d'euros » de BNP-Paribas, *Le Monde* apporte *Télérama* en « gage et en promettant la mise en oeuvre d'une recapitalisation en 2011 » (communiqué). Cela n'a sans doute aucun rapport, mais *Télérama* augmente son prix de vente.

- **Le Figaro** aime les RTT (et il n'est pas le seul...) Francis Morel, a « alerté le CE du Figaro » pour l'informer que « par mesure d'économie » le quotidien qu'il dirige « ne paraîtrait plus les 15 août, 25 décembre et 1er janvier. Les journalistes et salariés sont priés [obligés - rectifie le SNJ-CGT Midi Pyrénées nouvellement créé] de poser 3 RTT lors de ces périodes de non parution » (d'après categorynet.net, 4 mai). Très concerné par les destinées de la presse écrite « Morel aurait aussi la ferme intention de faire adopter cette mesure par TOUS les quotidiens nationaux... ». Des quotidiens régionaux (*L'Yonne Républicaine*, *La République du Centre*) « adoptent » aussi. Lire ici même « [Sauver les RTT dans la presse \(SNJ\)](#) ».

- **Le Figaro rachète Le Particulier** . Il était encore indépendant... *Le Figaro* a fait une offre de rachat auprès du groupe de presse *Le Particulier* qui édite des publications sur des « sujets d'actualités patrimoniales et familiales » (

Le Particulier, Le Particulier Pratique, Le Particulier Immobilier et La Lettre des placements) se voulant « des outils d'aide à la gestion et aux placements des particuliers ». Aux dires du *Figaro*, « Les deux groupes "entendent profiter d'une synergie entre leurs activités" ». Pour les placements, certainement ! (D'après *Le Figaro* du 23 avril).

- **France-Soir à l'Est.** Depuis avril, Sablon International possède 85% des Editions du nouveau *France Soir*. Alexandre Pugachev à la tête de ce fonds d'investissement Russe [1] s'est nommé directeur général de la publication, laissant son prédécesseur, Jean-Pierre Brunois (15% du quotidien), à la présidence du conseil de surveillance.

- **Monopoly à France-Soir : Chaisemartin condamné.** Yves de Chaisemartin, a été condamné « pour abus de biens sociaux à 2 ans d'emprisonnement avec sursis et 150 000 Euros d'amende par le tribunal correctionnel de Paris, dans le cadre de la cession du siège parisien de France-Soir en 1989. » Plus précisément : « les poursuites portaient sur les conditions de cession par la Socpresse du siège parisien de France-Soir, [...] en 1989. La vente de cet immeuble, [a] donné lieu au versement d'une commission de 91 millions de francs (13 MEuros) qui aurait transité [...] avant de disparaître sur des comptes off-shore. » A cette époque Chaisemartin « était alors directeur général adjoint de la Socpresse ». (Newsletter de CB News, 4 mai).

2. Presse magazine

- « **J'avais vingt ans.** ». « Rédactrice en chef stagiaire, piges sous-payées, gestion de la rédaction sur MSN ... », etc. C'est le quotidien gratuit 20 minutes qui, le 11 avril, sous le titre [« 20 ans » : 7 astuces pour faire un magazine sans argent »](#) relate les conditions quelque peu antisociales de la relance du féminin. « C'est édifiant » constate le collectif de pigistes çapresse.org. Le magazine est depuis peu la propriété de FT Médias, initiale du gérant et directeur de la publication qui semble être bien seul face aux réactions indignées des blogueurs du Net sur cette pratique loin d'être unique.

- **Mélange des genres à la régie de Courier International** . Le personnel de *Télérama*, et l'intersyndicale de *Courier International* critiquent la nomination de Philippe Thureau-Dangin, président du directoire des ces deux publications, à la tête de Publicat, la régie publicitaire des magazines du *Monde*, estimant que ce cumul de fonctions « enfreint la charte de Courier International, [...] selon laquelle l'indépendance du titre "se manifeste notamment par la séparation rigoureuse de l'information et de la publicité, et donc des tâches entre la rédaction, la publicité et les services commerciaux" » (communiqué).

- **Des féminins « porteurs »** . Convaincu « qu'en France ce segment va rester porteur au cours des prochaines années », dans un marché dominé « par Madame Figaro (434 000 exemplaires France payée selon l'OJD) par Elle (357 000 ex.) et en mensuel par Marie-Claire (424 000 ex.) et Cosmopolitan (373 000) », Mondadori annonce officiellement une nouvelle concurrente en septembre 2009 : Grazia, magazine féminin « haut de gamme déjà présent dans 12 pays (dont l'Italie, la Grande-Bretagne, la Russie, la Grèce, l'Inde ou la Chine) » (Newsletter de CB News, 24 avril).

Dès le 20 mars, *Le Figaro*, annonçait une autre bonne nouvelle : « [...] "Pas une femme qui ne sourit pas" », mot d'ordre donné par le patron de presse Gérard Ponson qui a lancé le bimensuel *Tips* création de la Société de conception de presse et d'édition (SCPE), rachetée à Lagardère Active. C'est que, voyez-vous ma bonne dame (de 25-45 ans) : « "La crise change les habitudes de consommation, avec des budgets plus serrés, le retour du troc et la préoccupation du développement durable" ». *Tips* (comme ses concurrentes hebdomadaires *Femme Actuelle* de Prisma Presse et *Maxi* des Éditions Bauer) propose des conseils, astuces, tant en beauté, déco, cuisine... » et, comme au supermarché, des « coupons de réduction d'achats dans des magasins »



- **Un nouveau quotidien à Marseille.** Il s'appelle *Tribune du Sud*, sera tiré à 25 000 exemplaires, pour un espoir d'audience porté à 2 millions de lecteurs des Bouches du Rhône, du Vaucluse, du Var, du Gard, et de la Corse.. Sébastien Laporte, ex- Hersant Média, et « *des banques* » (?), le financent. Son ambition est d'enquêter, et de sortir « de l'info, qu'elle plaise aux élus, ou non ». La promesse de Sébastien Laporte : « *La PQR actuelle n'informe plus, tellement elle est inféodée aux collectivités locales. Nous, on enquêtera, et on sortira de l'info, qu'elle plaise aux élus, ou non.* ». Belle promesse... Du point de vue du modèle économique souhaité, là aussi, de « l'originalité » pour un support du 21ème siècle : « *Le journal vivra à 80% de ses ventes (20% de la pub) [et] atteindra son équilibre dès 7 000 exemplaires quotidiens, et ce, grâce à des coûts de fabrication et de distribution « 5 fois inférieurs » à ceux d'un journal classique* ». Bref, souhaitons moins de précarité que les 20 pigistes qu'il emploie (*Newsletter de CB News*, 6 mai).

- **SDJ : création et réactivation.** *Investir*, ancien titre du pôle médias de LVMH, est devenu une filiale du groupe *Les Echos* lors de la vente de *La Tribune*. Aujourd'hui, en processus de rapprochement éditorial avec le quotidien, ses journalistes « *s'inquiètent des incertitudes qui se sont multipliées ces derniers mois concernant l'avenir de leurs titres* » et s'alarment d'un « *manque de transparence et de lisibilité* » concernant des projets de modification de l'organigramme. » De fait, ils créent, certainement pour de bonnes raisons, une société des journalistes afin de « *défendre l'indépendance éditoriale dans le cadre du rapprochement* » avec le quotidien ». (*Newsletter de CB News*, 14 avril).

Ailleurs, les journalistes de *Milan Presse* (du Groupe *Milan* à Toulouse, filiale du Groupe *Bayard*) réactivent la leur avec pour objectifs de « *garantir l'indépendance des rédactions, de veiller au respect de la déontologie et d'accompagner la direction dans ses réflexions sur le contenu éditorial (...)* » (*categorynet.com*, 17 avril).

- **Motorpress en rade.** La filiale française de Bertelsmann Motor « projette de mettre en place un plan de restructuration et d'économies qui va passer par l'arrêt, le repositionnement ou la vente de cinq de ses titres, entraînant la suppression d'une trentaine de postes (sur un effectif de 300 personnes environ) et la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). » (*Presse News*, 16 avril)

3. Gratuits

- **Les journalistes de 20 minutes ont perdu patience.** Mi-avril, une missive (reçue comme un missile) de Corinne Sorin, directrice de la rédaction évoquait « *la situation plus que difficile du journal, avec un recul de 2 millions d'euros du chiffre d'affaires fin mars* », ce qui, poursuit-elle, représentait « *40 emplois* ». Cette élégante comparaison a provoqué le vote d'une motion de défiance de la rédaction : « *selon une journaliste, Corinne Sorin paye les pots cassés d'une "absurdité de communication", qui ne passe plus déjà depuis l'été dernier. Depuis, les relations n'ont cessé entre la direction et les employés de se détériorer.* » (*Libération*, 6 avril).

II. Audiovisuel

1. Télévisions

- **Symbolisée par TF1, le hertzien se dégarnit sans cesse.** « *La part d'audience des grandes chaînes hertziennes historiques affiche sur un an une baisse significative passant de 76,9% en avril 2008 à 72,6% en avril 2009, tandis que celle des chaînes de la TNT continue de progresser* » (Médiamétrie cité par *Les Echos*, 4 mai). Dans ce contexte de récession publicitaire et de la modification du mode de consommation des médias, la chaîne de Martin Bouygues ne cesse de chuter : « *hier matin, tous les journaux s'inquiétaient de l'état de TF1, chaîne leader, autrefois fleuron de l'audiovisuel français, exemple européen. Les Echos d'abord, qui n'y sont pas allés de main morte. " La crise publicitaire fait vaciller le modèle TF1 ", titrait le quotidien économique qui évoquait « une descente aux enfers* » (Marianne2.fr, 7 mai).

- **TF1 reste en chasse.** Les investissements publicitaires enregistrés sur les dix chaînes de la télévision numérique terrestre (TNT), surveillées par [Yacast](#), ont augmenté de 63% en avril par rapport à avril 2008, selon l'Afp du 5 mai. Alors, logiquement, TF1 se place sur le créneau et « *souhaite monter dans le capital du groupe AB* » [2] dont elle possède déjà le tiers. Le groupe a confirmé, selon ses propres termes, l'existence de discussions « *sur une éventuelle reprise d'une partie de ses activités* » (d'après *Le Monde* du 6 mai).

- **France Télévisions engrange et rationalise.** Sa filiale distribution arbore « *son meilleur chiffre d'affaires depuis sa création en 1991, soit 60 millions d'euros* », et par ailleurs, le groupe renégocie ses contrats avec les producteurs sur la base « *d'audits concernant les prestations externes, après une « analyse contradictoire de ces audits, en liaison avec les sociétés de production concernées* » (Newsletter de CB News, 27 mars).

- **La présidence de Public-Sénat à Leclerc.** Le journaliste Gilles Leclerc désormais ex- chef du service politique et économique de France 2 (dirigé par Arlette Chabot [3]), a été choisi aux dépens de Claude Sérillon. Il succède à Jean-Pierre Elkabbach. Pour mémoire, Gilles Leclerc avait fait l'objet en janvier 2004 d'une motion de défiance par les syndicats de France 3 lors de sa nomination comme directeur délégué à l'information de cette chaîne (comme on peut le lire ici même sous le titre « [France 3 : promotion contestée de Gilles Leclerc](#) ». Force est de reconnaître que cela ne l'a pas arrêté en chemin...

- **Coupures publicitaires.** En date du 22 avril, et suite de la loi du 5 mars 2009, le CSA a décidé de fixer à 20 minutes au minimum la durée entre deux publicités lors de la diffusion d'une oeuvre cinématographique ou audiovisuelle à la télévision, et à six minutes maximum la durée de chaque séquence réservée à nos très modernes camelots. Reste que « *l'oeuvre* » [4] sera désormais quand même saucissonnée au moins deux fois.

3. Radios

- **Présidence de Radio France, présidence de la République.** E conduit de la présidence de Radio France par les autorités compétentes, Jean-Paul Cluzel, est remplacé par l'un de ses prédécesseurs : Jean-Luc Hees. Ce dernier, proposé la même autorité compétente - « *la présidence de la République* », a malgré le pedigree de cette " proposition " souligné « *son attachement à "l'indépendance du service public"* », en indiquant « *qu'il aimerait "être jugé sur les audiences et le climat social", alors qu'il devra renégocier les garanties collectives remises en cause par la nouvelle loi sur l'audiovisuel public* » (nouvelobs.com, 6 mai).

- **Radios publiques en lutte.** Pendant que la plupart des médias s'inquiètent surtout du sort de l'avenir de l'humoriste Stéphane Guillon, « *45 ans, chroniqueur à France Inter* », qui serait devenu « *la bête noire des hommes et femmes politiques, qu'il ne cesse d'étriller* » (*Le Monde*, ?4 mai), les salariés des radios publiques se mobilisent :

- ▶ Grèves des stations le 8 avril contre la remise en cause des conventions collectives ;
- ▶ Grève à RFI le mardi 12 mai à RFI, "pour une durée indéterminée" 12 mai pour demander le retrait du plan social prévoyant 206 suppressions. A l'appel des syndicats FO, SNJ, SNJ-CGT, SNRT-CGT

- **Petit lobby pour grosses concentrations des grosses radios privées.** RTL, NRJ Group, Lagardère Active et NextRadioTV ont créé fin mars, le « *Bureau de la radio* » qui remplace le Sirrp (le Syndicat indépendant des régies de radios privées). Cette association commune se donne pour objectifs de « *promouvoir le média auprès du grand public, des pouvoirs publics, des annonceurs et de l'ensemble des organismes professionnels* », mais surtout, de « *négoier la hausse du seuil anti-concentration* ». Motif ? « *Actuellement la loi n'autorise pas un même groupe à toucher plus de 150 millions d'auditeurs potentiels* ».

- **Emplois menacés à NRJ Group ?** C'est « historique » : NRJ Group a déclaré pour 2008 4,6 millions d'euros de perte. Le 7 avril, le SNJ (NRJ, Nostalgie, Chérie FM) lançait une pétition en ligne à l'adresse des auditeurs et des élus locaux pour « *sauver les emplois* », craignant « *un projet de réorganisation menaçant selon lui "plusieurs dizaines" de salariés.* » . 7 avril, soit quelques jours après la déclaration du Pdg (Jean-Paul Baudecroux) démentant « *tout plan social, y compris dans les décrochages régionaux de la station.* » (Newsletter de CB News, 30 mars). À suivre...

Et pour finir :

- ▶ « **On n'arrête pas le progrès** » ?

Tandis que l'AFP est gravement menacée par une prétendue « modernisation » qui masque une privatisation rampante, Google s'offre gratuitement des informations avec pour contrepartie...

- **L'Afp en phase cruciale.** L'Afp malgré une « *amélioration des comptes en 2008* » [5], envisage « *des départs volontaires* » de « *plusieurs dizaines* » de personnes. Ecrémier avec des résultats est une pratique bien connue du secteur privé pour une entreprise publique. C'est que « *L'Agence France presse a mangé son pain blanc* », écrit *Le Figaro* qui évoque la nouvelle phase cruciale de « modernisation » à venir de son statut. Ce changement profond a commencé avec des « *nominations* » qui « *font craindre à certains salariés une remise en cause de la culture d'entreprise de l'agence* » (*Le Figaro*, 6 mai). Pour mémoire, « *certaines salariés* », comme le dit *Le Figaro*, contestent toujours cette privatisation masquée [6]

- **Google en plein essor.** « *Les résultats du 4ème classement annuel des marques mondiales les plus puissantes, établi par Millward Brown, révèle que [...] Google reste la première marque au monde avec une valorisation qui atteint 100 Mds\$ (76,5 MdEuros), et creuse même l'écart avec ses concurrents Microsoft (2ème à 76,249 Mds\$), Coca-Cola (3ème à 67,625 Md\$), IBM (4ème à 66,622 Md\$) et McDonald's (5ème à 66,575 Md\$)* », rapporte Newsletter de CB News, du 29 avril. Le puissant moteur de recherche (qui n'est plus seulement cela) lance une application de Google News : « *Google timeline* » une chronologie des événements d'actualité et une rabatteuse de clics. Rue 89 (21 avril) sous le titre « [Google Timeline, nouvelle provocation contre la presse ?](#) » rappelle que le modèle économique de Google se base sur la « *captation de ses contenus [de la presse] sans rétribution en retour* », mais que Google présente son innovation comme une « *opportunité pour les médias traditionnels de profiter de ce que le blogueur Jeff Jarvis appelle le "Google Juice" (liens vers les sources et apport de trafic)* ». Rue 89, créature du net, commente : « *C'est Google, une fois de plus, qui met en ligne un service innovant et simple d'emploi. [...] Dans l'affrontement entre le nouveau-venu et les « vieux » médias, l'arme fatale, c'est l'innovation. Et la meilleure réponse à Google, c'est l'innovation* » (Rue89, 21 avril). Innover, mais avec quelles conséquences pour le financement d'un journalisme de qualité ? Le "Google Juice" n'est pas du goût de tout le monde. Ainsi, comme le relève l'Afp (4 mai), « *la négociation d'une évolution du contrat entre AP et Google semble laborieuse au point que le patron de l'agence, Tom Curley, a menacé dans une interview avec le magazine Forbes de "couper la copie" en direction de Google news* ».

[1] et fils du Russe Sergueï Pugachev, « *propriétaire en France de l'épicerie fine Hédiard* » et âgé de 23 ans (*Presse News*, 4 mai)

[2] Le Groupe AB possède des filiales de production, les chaînes TV RTL9, AB1, Action, Animaux... ainsi que, sur la TNT, NT1 et 40% du capital de TMC

[3] « *On chuchote qu'elle n'est pas malheureuse de voir partir Leclerc...* » ; (*Le Point.fr*, 29 avril)

[4] Définie ainsi : « (constitutive, ou non, d'une série, d'un feuilleton ou d'un documentaire) ou d'un programme destiné à la jeunesse »

[5] marge d'exploitation de 21,4 millions d'euros contre 20,6 millions en 2007 pour un chiffre d'affaires de 270,9 millions (+ 4 %) et résultat net à 1,3 million d'euros.

[6] Lire ici même, par exemple, [« L'avenir de l'AFP menacé \(Sud-AFP\) »](#) et [« 2009, l'année du dilemme à l'AFP : grève dure ou ouverture du capital ? \(SNJ-CGT\) »](#).